Burundi : le président sortant seul candidat

BBC Afrique, 05 Juin 2010Yves Sahinguvu, premier vice-prÃ©sident et dirigeant de l'UPRONA, a renoncÃ© Ã se prÃ©senter, par crainte de fraudes. Le principal parti tutsi a annoncÃ© tard dans la soirÃ©e de vendredi le retrait de son candidat Ã la prÃ©sidentielle. Le prÃ©sident sortant Pierre Pierre Nkurunziza, un Hutu, reste seul en lice. C'est le prÃ©sident du parti, Bonaventure Niyoyankana, qui a annoncÃ© la dÃ©cision du bureau exÃ©cutif de l'UPRONA au cours d'une confÃ©rence de presse.
M. Niyoyankana a justifiÃ© la dÃ©cision de son parti "par la grave crise politique engendrÃ©e par les Ã©lections frauduleuses du 24 mai, ainsi que par l'absence de traitement des recours introduits auprÃ¨s de la Commission Ã©lectorale et de ses dÃ©membrements". Cinq autres candidats de l'opposition, dont le dirigeant des Forces nationales de libÃ©ration (ex-rÃ©bellion), Agathon Rwasa, s'Ã©taient retirÃ©s mardi de la course Ã l'Ã©lection prÃ©sidentielle du 28 juin, qu'ils estiment par avance "truquÃ©e". L'opposition a dÃ©noncÃ© des "fraudes massives" imputÃ©es au parti au pouvoir, le CNDD-FDD, lors des Ã©lections communales le 24 mai. Mais l'Uprona pourrait revenir sur cette dÃ©cision si le parti reÃ§oit "l'assurance qu'il n'y aura pas de fraudes et d'irrÃ©gularitÃ©s".Plus tÃ´t dans la journÃ©e de vendredi, le prÃ©sident de la Commission Ã©lectorale, Pierre Claver Ndayicariye, avait appelÃ© les candidats qui se sont retirÃ©s de la course Ã revenir sur leur dÃ©cision. Le prÃ©sident de la CENI a certes reconnu qu'il y avait eu des problÃ¨mes de logistique lors du scrutin auxquels, assure ce dernier, il a Ã©tÃ© remÃ©diÃ©. Il rappelle que les observateurs de l'Union europÃ©enne ont affirmÃ© que les Ã©lections communales s'Ã©taient dÃ©roulÃ©es dans le respect des normes internationales. Les reprÃ©sentants de la communautÃ© internationale au Burundi ont "regrettÃ©" la dÃ©cision des partis d'opposition de se retirer de la prÃ©sidentielle et les ont appelÃ© Ã revenir sur leur dÃ©cision. Les partis de l'opposition, membres de l'Alliance des dÃ©mocrates pour le changement au Burundi (ADC), dans un texte commun, considÃ¨rent la dÃ©claration de la communautÃ© internationale comme signe de "mÃ©pris pour le peuple burundais". Le Burundi n'est pas "une rÃ©publique bananiÃ¨re dans laquelle la corruption Ã grande Ã©chelle, les fraudes Ã©lectorales, les violations des droits de l'homme ainsi que l'oppression, peuvent rester impunÃ©ment tolÃ©rÃ©es", s'indigne le porte-parole de l'opposition, LÃ©onard Nyangoma.